

Le procès-spectacle stalinien des travailleurs du pétrole continue

Nouvelles allégations de planification du massacre de Zhanaozen par la police

17 avril 2012

Andrei Tsukanov

Le procès de 37 travailleurs du pétrole continue, en rapport avec les événements du 16 décembre à Zhanaozen, quand la police anti-émeute a tué par balles des dizaines de grévistes et de leurs partisans.

Les avocats des travailleurs ont relevé beaucoup de violations de la procédure légale.

Le contre-interrogatoire des “victimes” est maintenant terminé. Les victimes inscrites dans les documents du procès sont ceux dont la propriété a été détruite durant les “émeutes” du 16 décembre, selon l’accusation; ce sont surtout des petits commerçants et des citoyens de base. Malheureusement pour l’accusation, beaucoup ont refusé de témoigner, disant qu’ils n’ont pas vu les accusés pendant les événements. Lorsque ces déclarations ont été faites, la salle a éclaté en applaudissements.

L’accusation ne pouvait donc plus reposer que sur le deuxième groupe de “victimes”, qui sont surtout des membres de la police et des forces de sécurité qui ont pris part à la répression de la manifestation pacifique et qui demandent maintenant un “dédommagement” pour les “dommages” occasionnés. Pendant qu’ils étaient interrogés, la salle n’a cessé d’exprimer bruyamment son incrédulité.

La tension est encore montée lorsque la police est venue à la barre. L’accusé Parakhat Duisembaev a reconnu l’un des policiers, responsable d’avoir tiré sur la foule. Duisembaev a demandé à l’officier de police: “pourquoi avez-vous tiré sur des gens désarmés? Mon père a été tué, et ma sœur est handicapée maintenant”. La voix coupée par l’émotion, Duisembaev a accusé la police d’avoir tué des prisonniers, avant de s’effondrer contre les parois de glace de la cage utilisée pour emprisonner les accusés dans la salle du procès. La police a porté Duisembaev encore inconscient hors de la salle et l’ont ramené dans la cage juste 15 minutes plus tard.

Le lendemain, le 5 avril, les accusés ont manifesté contre l’exclusion des journalistes de la salle du procès, en refusant de s’asseoir sur les bancs de la cage. Ils sont restés debout pendant les trois heures de la session du matin. Même si le juge a laissé quelques journalistes entrer dans la salle, ils ne sont pas autorisés à filmer ni à prendre des notes par ordinateur.

Les accusés affirment avoir été torturés

L’un des accusés, Yessengeld Abdurakhmanov, a témoigné de l’usage de la torture pendant son interrogatoire, au cours duquel il a attrapé la tuberculose. (La tuberculose est courante dans les prisons du Kazakhstan et les prisonniers sont parfois mis dans des cellules avec les prisonniers tuberculeux comme sanction. Alors que la tuberculose est hautement contagieuse, Abdurakhmanov était quand même détenu dans la cage de verre avec les autres accusés.)

« Les 16 et 17 (décembre) j'étais dans une cellule à Zhanaozen, on m'a déshabillé et forcé à me coucher sur du fer froid et ils nous ont versé de l'eau glacée dessus. Ensuite des membres de la police anti-émeute nous ont matraqués régulièrement pour qu'on ne puisse même pas lever la tête. Alors ce gros mec est venu et m'a sauté sur le dos. La bouche pleine de sang, j'ai commencé à tousser de plus en plus jusqu'à ce qu'ils appellent une ambulance. C'est à ce moment que j'ai attrapé la tuberculose... »

Les partisans du gouvernement, appuyés par Rishat Rakhimov, représentant du "Centre National pour les Droits de l'Homme" pro-gouvernemental, affirment que « ce cas sans précédent est examiné ouvertement, dans le respect de la constitution, de la loi, des normes internationales, en assurant le respect des droits de tous les citoyens et l'examen de tous les documents nécessaires ».

Mais lorsque l'avocat Talgat Saktaganov a demandé que toutes les charges soient abandonnées contre son client, étant donné que la seule personne de la cour affirmant être victime des actions du client de Talgat est l'enquêteur de police qui examine son cas, cela a été refusé. Même selon les lois inadéquates du Kazakhstan, il est interdit à une "victime" d'être aussi un enquêteur.

Pendant le contre-interrogatoire de l'un des accusés, l'avocat qui l'interrogeait s'est écrié : « sort de là, je vais te régler ton compte ! » Cela n'a provoqué aucune réaction de la part du juge. Dans d'autres cas, les accusés se sont plaints que les "victimes" qui témoignaient contre eux étaient les mêmes policiers qui les avaient torturés.

Il est remarquable que même certains des policiers ont dit que c'étaient des jeunes qui n'étaient clairement pas des travailleurs du pétrole qui leur ont jeté des pierres le 16 décembre à Zhanaozen. Certains policiers ont retiré leurs premières déclarations contre les accusés.

Mais d'autres policiers ont montré un sang froid incroyable, affirmant avoir subi des préjudices physiques et psychologiques. L'avocat de la défense Zhamenov a commenté : « ils ne donnent aucun signe d'avoir été choqués ou ébranlés par le stress. Si c'était le cas ils n'auraient pas été capables de travailler... Il n'y a eu aucun examen médical pour démontrer qu'il y ait eu des dommages. »

Des révélations sensationnelles

On s'attend à encore plus de révélations sensationnelles. Myltykov, Chef de l'Ordre Public de la région du Mangistau, a témoigné avoir reçu l'ordre de se rendre à Zhanaozen avec 170 policiers et 14 policiers anti-émeute avec leur équipement au complet le 14 décembre, deux jours avant le massacre. Il dit avoir été envoyé pour maintenir l'ordre durant une célébration. Un autre inspecteur principal a raconté comment il avait été envoyé à Zhanaozen "jusqu'à nouvel ordre". Erlan Kaliev, de la commission "Zhanaozen 2011", a demandé, si le 16 décembre était un jour de fête nationale, célébré dans tout le pays, pourquoi envoyer des policiers supplémentaires à Zhanaozen en particulier?

Le Chef de l'Ordre Public de Zhanaozen a confirmé ce que les grévistes ont toujours affirmé, en admettant que le 14 décembre il a reçu une demande officielle des grévistes de tenir un rassemblement public. Le comité d'organisation du rassemblement n'était pas une provocation, la place de Zhanaozen étant disponible et libre de tout autre événement.

A la lumière de ces faits il est clair que les autorités planifiaient de ne pas autoriser un rassemblement pacifique à se tenir le 16 décembre 2011. Les propriétaires des yourtes (tentes Kazakhs traditionnelles) qui ont été brûlées sur la place le 16 décembre ont tous déclaré qu'ils ne voulaient pas monter leurs tentes sur la place ce jour-là, car ils n'étaient pas sûrs de ce qui allait se passer... Ils ont raconté avoir été appelés par le Akim (le maire) et le chef de la police, qui leur ont dit qu'ils seraient forcés de monter leurs tentes. Il leur a été dit, « si votre yourte est brûlée, nous vous paierons 2 millions de tenge (environ 10 000 euros) en compensation ».

Si les autorités craignaient des désordres le 16 décembre, pourquoi n'ont-ils pas préparé à l'avance de canons à eau, des gaz lacrymogènes et des grenades assourdissantes ?, a demandé Erlan Kaliev. Il semble qu'ils connaissaient le risque de désordre et se sont armés uniquement de Kalashnikovs.

Envoyez SVP des messages de soutien aux accusés de Zhanaozen
à : suieuov@gmail.com, umbetov14@mail.ru avec une copie à :
kazakhstansolidarity@gmail.com